

## LA CHRONIQUE

### Un mauvais coup pour la fonction publique



de **Dominique Méda**

**A**u moment même où la légitimité et le bien-fondé de l'intervention de l'Etat n'ont jamais été aussi évidents, et où le président des Etats-Unis apporte une contribution majeure à une forme de rupture avec le néolibéralisme, le président de la République française vient de décider de porter à la fonction publique un inquiétant coup d'estoc.

Selon le discours qu'il a prononcé le 8 avril et le projet d'ordonnance en cours, il ne s'agit en effet pas seulement de supprimer l'Ecole nationale d'administration (ENA), bouc émissaire tout trouvé dans une période difficile, et trophée habilement agité devant les populistes de tout poil, mais surtout de mettre en œuvre la « fonctionnalisation » de nombreux postes (notamment de trois inspections générales interministérielles chargées d'importantes missions de contrôle) : les agents concernés devront passer continuellement d'un emploi à durée limitée à un autre, en étant étroitement subordonnés à l'autorité hiérarchique qui les y aura nommés. C'est une augmentation considérable du nombre d'emplois mis ainsi à la main du pouvoir politique. Ils ne disposeront plus, en effet, des marges d'indépendance qui leur permettaient non seulement de rédiger des rapports (parfois critiques) sur les politiques publiques ou sur les pratiques de l'administration, des associations ou du privé (on pense au rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur le Mediator, en 2011, mais aussi de disposer du recul et du temps nécessaires pour en proposer de meilleures.

Cette réforme, mise à l'agenda en urgence, va ainsi contribuer à affaiblir considérablement l'administration, en la rendant plus dépendante du pouvoir politique, et ce, alors qu'il existe un risque majeur que l'extrême droite arrive au pouvoir. En 1946, le statut des fonctionnaires avait pourtant été précisément conçu en réaction à celui imposé par le régime de Vichy, pour organiser la professionnalisation, l'indépendance et la protection de la fonction publique contre l'arbitraire du politique. Si un certain nombre de critiques portées contre l'ENA et les hauts fonctionnaires sont parfaitement justifiées, il serait tout à fait possible d'y répondre sans prendre de tels risques.

Oui, les énarques intégrant les grands corps se comportent, pour certains, en insupportables donneurs de leçons. Il suffirait de ne plus leur permettre d'y accéder avant un certain nombre d'années pendant lesquelles ils acquerraient expérience et modestie, de les initier à la pratique de la recherche pendant la scolarité et de supprimer le classement de sortie.

#### **Démocratiser l'ensemble des grandes écoles**

Oui, certains « grands » corps, comme l'inspection générale des finances, sont devenus des lieux de pouvoir exorbitant, en organisant pour leurs membres des allers et retours entre les secteurs public et

privé, source de conflits d'intérêts. Il suffirait d'encadrer strictement voire d'interdire le pantouflage. On redonnerait ainsi au métier de fonctionnaire sa vocation première : le service de la collectivité.

Oui, les élèves de l'ENA sont issus pour les deux tiers des catégories cadres et professions intellectuelles supérieures. Mais c'est le cas de 92 % des étudiants de HEC. On rétorquera que c'est l'administration qui doit être le reflet fidèle de la société, pas le secteur privé. Mais cet argument est faible : on sait, en effet, que de plus en plus de diplômés de HEC occupent désormais à la fois les postes de direction de l'administration – aujourd'hui largement ouverts aux contractuels – et les postes de consultants des grands cabinets de conseil qui tiennent (malheureusement) une place de plus en plus importante dans la prise de décision publique. C'est donc l'ensemble des grandes écoles qu'il faudrait démocratiser et la division de plus en plus inquiétante entre classes préparatoires aux grandes écoles et universités qu'il faudrait radicalement reconsidérer. On sait que les mesures à prendre doivent l'être bien en amont.

Derrière cette décision réapparaît, en réalité, toute l'ambition contenue dans le rapport rédigé par le comité action publique 2022 (CAP 22), publié en juin 2018, quelques mois avant l'irruption des « gilets jaunes », et dont le principal objectif était de réduire drastiquement la dépense publique (« Service public : se réinventer pour mieux servir »). En témoignent le vocabulaire employé par le président de la République – la « *révolution du dernier kilomètre* » –, le recours accru aux agences et le numérique comme solution à tous les problèmes. Ce rapport constituait une sorte de point d'orgue de ce « *new public management* » délétère, en œuvre depuis la fin des années 1990, qui a gravement porté atteinte au fonctionnement de l'hôpital, mais plus largement à nos services publics, en faisant pénétrer au cœur de l'Etat des logiques managériales issues du privé et en y soumettant systématiquement les logiques professionnelles (« New public management et professions dans l'Etat : au-delà des oppositions, quelles recompositions ? », *Sociologie du travail*, n° 53-3, 2011). Il en est résulté non seulement un terrible malaise des personnels, dont les valeurs étaient profondément remises en cause, mais aussi une inefficacité grandissante, qui s'explique notamment par une perte de contrôle et de substance de l'administration.

Une des justifications de cette réforme si urgente est que l'administration serait responsable des nombreux échecs que notre pays a connus tout au long de la crise sanitaire. Or ce n'est pas l'administration mais le pouvoir politique qui a multiplié les structures, que plus personne n'est ensuite parvenu à coordonner (*Covid-19 : une crise organisationnelle*, Henri Bergeron, Olivier Borraz, Patrick Castel, François Dedieu, Presses de Science Po, 2020). Et c'est également le pouvoir politique qui a refusé, des mois durant, d'entendre tant nos concitoyens, confrontés à un insupportable déclassement, que les professionnels – hospitaliers et enseignants-chercheurs, notamment – qui alertaient sur la grave insuffisance des moyens accordés à l'hôpital et à la recherche. Nous savons aujourd'hui qu'ils avaient raison. Nul ne leur a accordé d'attention. Il nous faudra en tirer les leçons.

Dominique Méda est professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine